

# Le navire en perdition des desseins impériaux états-uniens

jeudi 17 août 2006, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 6 août 2006).

*« La défaite du Hezbollah serait une grosse perte pour l'Iran non seulement du point de vue psychologique, mais aussi du point de vue stratégique. L'Iran perdrait son relais au Liban. Il perdrait ses principaux moyens de déstabiliser et de s'introduire au cœur du Moyen-Orient. L'évènement apporterait la démonstration que l'Iran est allé au-delà de ses capacités en essayant de s'affirmer comme la superpuissance de la région. Les États-Unis ont fait beaucoup pour permettre à Israël de triompher et pour que tout cela ait lieu. Ils ont compté sur la capacité d'Israël à remplir cette tâche et ont été déçus. Le Premier Ministre Ehud Olmert n'a su montrer ni fermeté ni détermination dans sa direction des événements...Sa recherche d'une victoire à bon compte a mis en danger non seulement l'opération au Liban mais aussi la confiance de l'Amérique en Israël. »*

Charles Krauthammer, Washington Post, 4 août 2006

*« Mais le gouvernement doit maintenant admettre ce que quiconque, moi-même compris, a cru en l'importance de réussir en Irak doit admettre : qu'il s'agisse de raisons liées à Bush ou aux Arabes, ce succès n'a pas eu lieu et nous ne pouvons plus continuer à sacrifier de nouvelles vies... Mais l'autre meilleure option est de quitter l'Irak. Parce que la pire option, celle que chérit l'Iran, c'est que nous restions en Irak, en continuant à saigner et à nous exposer au risque d'une attaque de l'Iran au cas où nous frapperions ses installations nucléaires... Il nous faut traiter avec l'Iran et la Syrie à partir d'une position de force et pour cela nous avons besoin de constituer une coalition large. Plus longtemps nous maintiendrons une stratégie unilatérale qui ne fonctionne pas en Irak, plus difficile sera la construction d'une telle coalition, et plus forts deviendront les ennemis de la liberté. »*

Thomas Friedman, New York Times, 4 août 2006

Chaque jour qui passe voit davantage de ceux qui ont soutenu le projet impérial de l'administration Bush au Moyen Orient quitter son bateau en perdition. Il ne fait plus aucun doute que ce que beaucoup avaient prédit depuis longtemps est en train de devenir tout à fait vrai : l'administration Bush sera certainement retenue par l'histoire comme l'équipage le plus maladroît qui ait jamais piloté l'empire américain.

Bush et ses acolytes ont déjà établi leur renom dans la mémoire collective comme les fossoyeurs des ambitions impériales états-uniennes de l'après-Guerre froide : ils ont accompli l'incomparable prouesse d'avoir gaspillé les conditions exceptionnellement favorables que l'impérialisme états-unien a connues depuis le début de l'effondrement de l'autre colosse mondial en 1989. Ils ont raté l'occasion historique unique que le même Krauthammer cité plus haut avait qualifiée en 1990 de « moment unipolaire ». Mais ils n'en ont pas tiré profit parce qu'ils étaient précisément inspirés par la même arrogance impériale qui caractérise Krauthammer, Friedman et leurs semblables.

L'article principal d'une parution récente du magazine *Time*, publié avant le début de la nouvelle guerre d'Israël au Liban, annonçait « *La fin de la diplomatie du cow-boy* », en constatant le fait évident que « *la doctrine Bush a échoué à l'endroit principal où les États-Unis ont cherché à la mettre en œuvre* » :

*« Bien que personne à la Maison Blanche ne remette en question de façon ouverte la décision de Bush de faire la guerre en Irak, quelques collaborateurs reconnaissent maintenant que cela a coûté cher en ressources militaires, soutien du public et crédibilité à l'étranger. L'administration en paye tous les jours la facture alors qu'elle essaye de faire face à d'autres crises. La poursuite de la politique étrangère offensive telle que conçue dans la doctrine Bush est devenue presque impossible au moment où les États-Unis essayent de trouver le moyen de se dégager du problème irakien. À travers le monde, tant les alliés que les adversaires des États-Unis sont en train de prendre note, et souvent de tirer profit, des difficultés de la superpuissance. Si le renversement de Saddam Hussein avait marqué l'apogée de l'hégémonie américaine, les trois dernières années ont témoigné d'une érosion progressive de la capacité de Washington de plier le monde à sa volonté. » (1)*

Le plus sérieux grief des auteurs était exposé comme suit :

*« Tel qu'il est en train de se vérifier, l'Irak pourrait s'avérer être non seulement le premier mais aussi le dernier laboratoire de la guerre préventive. Au lieu de dissuader les dirigeants de Téhéran ou de Pyongyang, les difficultés de l'occupation américaine peuvent avoir plutôt encouragé ces régimes dans leur effort pour l'obtention d'armes nucléaires tout en limitant la capacité militaire des États-Unis à les en dissuader. »*

Ce constat très amer était accompagné dans l'article de *Time* par le même espoir que partageait la vaste chorale des alliés, protégés et autres clients des États-Unis : pour eux tous, à l'exception notable du gouvernement israélien, le fait que les néo-conservateurs les plus éminents du gouvernement Bush aient été écartés avait nourri l'espoir qu'une nouvelle orientation salutaire de la politique étrangère du gouvernement était en gestation. Le remaniement qui accompagna le second mandat de George W. Bush malgré le départ du « réaliste en chef » Colin Powell qui, de toute façon, avait une influence très limitée dans l'administration, paraissait vraiment confirmer le « *crépuscule des néo-conservateurs* » que quelques clintoniens avaient annoncé deux ans auparavant. (2)

Toutefois, ce que les auteurs de *Time* ont annoncé comme signalant la fin de la « diplomatie de cow-boy » — « *une réorientation stratégique est évidente dans l'influence croissante de la secrétaire d'état Condoleezza Rice* » — s'est révélé, à peine publié, n'être rien de plus qu'un vœu pieux à la lumière des événements qui se sont déroulés par la suite, lorsque Israël lança son agression la plus brutale. Il s'avéra que la diplomatie de cow-boy avait seulement été remplacée par une diplomatie de cow-girl, essentiellement pareille.

Il est vrai que Condoleezza Rice a fait de son mieux pour maquiller la face de la politique étrangère de l'administration Bush, mais sans aucun changement significatif en substance. Pilier de cette administration depuis le début, Rice partage la même folie des grandeurs, les mêmes ambitions démesurées qui caractérisent le reste de l'équipe. Placée à la tête du département d'État pour le second mandat de Bush, la mission de Rice consistait avant tout à colmater les nombreuses fuites du navire de la politique étrangère de l'administration : c'était, bel et bien, une mission impossible. Le navire est en train de sombrer inexorablement dans les eaux sombres de la marée noire irakienne.

« L'hyperpuissance » américaine capable de renverser n'importe quelle autre armée régulière de la planète — l'hyperpuissance dont les dépenses militaires dépassent le total de celles des plus de 200 États qui constituent le reste du monde, et dont le budget militaire dépasse à lui seul le PIB de tous les autres pays à l'exception de 14 d'entre eux — a prouvé, une fois de plus dans l'histoire contemporaine, qu'elle est incapable de maîtriser des populations rebelles. Pour ce faire, tout les gadgets meurtriers sophistiqués que possède le Pentagone ne servent pas à grand chose. Pour contrôler des populations, il faut des troupes : c'est un genre d'industrie dans lequel la main-d'œuvre est difficilement remplaçable par des machines. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle les dictatures sont relativement plus à l'aise dans ce domaine, car elles peuvent mobiliser leurs

populations à leur gré et n'ont pas peur de payer un prix élevé en vies de soldats.

Les États-Unis se sont avérés incapables de contrôler le Vietnam alors que le taux des troupes d'occupation aux habitants locaux était bien plus élevé qu'en Irak. Néanmoins, la puissance militaire états-unienne est aujourd'hui beaucoup plus grande qu'au temps du Vietnam sous tous les aspects, sauf celui qui est essentiel pour le succès d'une occupation : les troupes. Les effectifs militaires des États-Unis ont été radicalement réduits depuis le Vietnam et la fin de la Guerre froide. Inspiré par un esprit typique du capitalisme de l'âge de l'automatisation, le Pentagone a cru qu'il pouvait remplacer les ressources humaines peu fiables par un armement sophistiqué (la dite « révolution dans les affaires militaires »). C'est ainsi qu'il est entré dans l'âge des guerres « *post-héroïques* » comme les a bien qualifiées un analyste des questions militaires. (3) En effet, les États-Unis n'ont pas eu de peine à vaincre l'armée irakienne de Saddam Hussein de façon « post-héroïque ». Contrôler la population irakienne de manière « post-héroïque » s'est toutefois révélé être une épreuve totalement différente.

Les États-Unis n'ont cessé de perdre leur contrôle sur l'Irak depuis le déploiement de leur force d'occupation en 2003. Ils ont été confrontés, d'abord, à l'émergence d'une rébellion armée dans les territoires arabes sunnites du pays, qui s'est avérée impossible à maîtriser avec le nombre limité des troupes d'occupation états-uniennes disponibles. Car, si une armée d'invasion est incapable d'exercer son contrôle sur chaque kilomètre carré de territoire habité, comme le font normalement les forces armées locales, il ne reste qu'une méthode sûre pour se débarrasser d'une rébellion armée qui se déplace dans son milieu populaire « comme un poisson dans l'eau », selon l'expression utilisée jadis par Mao Tsé-Toung : cette méthode consiste, bien sûr, à vider le bassin. Cela signifie soit commettre un génocide, comme l'armée russe a commencé à le faire en Tchétchénie, soit déplacer des populations dans des camps de concentration, comme commença à le faire l'armée coloniale française en Algérie, ou encore une combinaison de ces deux méthodes, comme les États-Unis ont entrepris de faire au Vietnam sans aller jusqu'au bout parce que la population américaine ne l'aurait pas toléré.

En Irak, Washington a été confronté, par ailleurs, à un problème beaucoup plus grave, devenu évident au début de l'année 2004 : l'administration Bush avait été amenée — par sa propre ineptie, par les boniments de certains des amis irakiens du Pentagone ou les illusions stupides de certains autres — à croire qu'elle pourrait gagner la sympathie d'une majeure partie de la communauté majoritaire en Irak, les Arabes chiites. Ce fut un désastre total, car l'influence des organisations intégristes chiites proches de l'Iran a marginalisé le peu de soutien que les acolytes de Washington ont pu acheter parmi les chiites irakiens. L'administration Bush n'eut plus d'autre option pour son dessein impérial que la recette classique « diviser pour régner », en essayant d'attiser l'antagonisme entre les trois composantes principales de la population irakienne, contrant les chiites par des forces arabes sunnites en alliance avec les Kurdes. Elle a ainsi fini par alimenter le glissement de l'Irak vers la guerre civile, aggravant ainsi le spectacle général de son échec à contrôler le pays. (4)

Il ne fait pas de doute que la manière dont le Gulliver américain a été immobilisé par les Lilliputiens irakiens a considérablement accru l'audace de l'Iran, cet autre pilier moyen-oriental de ce que George W. Bush a appelé « l'axe du Mal » au début de l'offensive déclenchée dans la foulée du 11 septembre. L'attitude éminemment défiante, voire provocatrice, de l'Iran à l'égard du colosse américain a été rendue possible seulement parce que ce dernier avait prouvé en Irak qu'il avait des pieds d'argile. Téhéran a réussi à déjouer la tentative des alliés arabes de Washington d'étendre le conflit confessionnel irakien au reste de la région arabe de façon à isoler le régime iranien en tant que chiite, une tactique qui avait fonctionné avec un certain succès après la révolution iranienne de 1979. Téhéran l'a contrée cette fois-ci en surenchérissant sur l'ensemble des régimes arabes contre Israël, imposant par la même occasion son image de champion de la cause panislamique.

Une clef du succès de Téhéran est l'alliance nouée avec le Hamas, le mouvement le plus populaire de l'intégrisme islamique sunnite. Cette alliance a été renforcée quand la plus grande section du mouvement des Frères Musulmans, dont le Hamas est la branche palestinienne, la section égyptienne, a déclaré ouvertement son soutien aux propos anti-israéliens provocateurs du président iranien Ahmadinejad. L'accession au pouvoir du Hamas à l'issue des élections palestiniennes de janvier 2006 a porté un autre coup à la stratégie régionale de Washington. Téhéran exulta, devançant encore une fois tous ses rivaux arabes dans le soutien au nouveau gouvernement palestinien. C'est à ce moment qu'Israël entra en scène comme sauveur potentiel de ce qui commençait à ressembler de plus en plus à un Titanic impérial.

Une nouvelle fois, en quatre décennies d'alliance stratégique entre le sponsor américain et le champion israélien, Washington, toujours confiant dans la vieille réputation de savoir-faire infaillible des Israéliens aux prises avec leurs ennemis arabes, lâcha ses exécutants préférés contre ceux qu'il considère comme les exécutants de l'Iran, c'est-à-dire le Hamas et le Hezbollah. Ce que l'administration Bush semblait ignorer, c'est que la réputation d'Israël avait déjà été considérablement entamée par son échec flagrant à contrôler les territoires palestiniens occupés en 1967 et plus encore par son retrait du Liban sud en l'an 2000 après 18 ans d'occupation, un retrait semblable à l'évacuation états-unienne de Saigon en 1975. Israël a déjà connu son propre Vietnam au Liban.

Et comme le Pentagone après le Vietnam, les stratèges israéliens ont adopté depuis le Liban une « politique militaire post-héroïque » s'appuyant bien plus sur leur armement très supérieur que sur la capacité de leurs troupes à combattre au sol. Lorsque Israël envahit le Liban en 1982, il combattait principalement les guérilleros de l'OLP : au Liban, ces derniers étaient tout sauf « comme un poisson dans l'eau », s'étant mis à dos la population libanaise par un comportement arrogant et maladroit. La résistance libanaise qui s'est développée à partir de 1982 et dans laquelle le Hezbollah parvint à jouer le rôle majeur, fut tout à fait autre chose : ce fut la première fois que l'armée israélienne eut affaire à une résistance armée véritablement populaire disposant de lignes de ravitaillement sur un terrain approprié à la guérilla. Israël fit face au même dilemme que celui qui a été décrit plus haut à propos de l'Irak et, tout comme les États-Unis au Vietnam, il fut obligé d'avalier la potion amère d'un retrait équivalent à une défaite.

La croyance d'Israël dans l'invincibilité de son armement supérieur, avec une arrogance renforcée par l'amateurisme en matière militaire d'Olmert et Peretz, les capitaines actuels de l'équipage, ont conduit les Israéliens à croire qu'ils étaient capables de forcer le Hezbollah à capituler ou pousser les Libanais au bord d'une nouvelle guerre civile, en prenant tout le Liban en otage, détruisant l'infrastructure civile du pays et déversant un déluge de bombes sur les zones à population chiite. Israël a délibérément rasé quartiers entiers et villages d'une façon qui ressemble à certains bombardements de la Deuxième Guerre mondiale — ou au bombardement de Falloujah en Irak, à une échelle bien plus grande et par conséquent beaucoup plus visible. La nouvelle guerre d'Israël au Liban a déployé la furie meurtrière d'un acte de vengeance contre la seule population qui soit jamais parvenue à l'obliger à se retirer inconditionnellement d'un territoire occupé.

Le comportement criminel des forces armées israéliennes au Liban, au regard des conventions internationales définissant les crimes de guerres, a surpassé ceux qui ont été commis par les États-Unis à grande échelle dans leurs opérations militaires post-vietnamiennes, que ce soit en Irak ou dans l'ex-Yougoslavie. En cela, l'attaque d'Israël contre le Liban s'apparente à un cas particulier de ce que l'on appelle en anglais « *extraordinary rendition* ». On sait comment Washington a transféré les individus qu'il souhaitait faire « interroger » bien au-delà de la limitation imposée par les contraintes de la législation américaine, à ceux d'entre ses gouvernements alliés que rien ne limite dans la sale besogne de la torture. Washington a maintenant confié à Israël la tâche de combattre le Hezbollah, opération considérée comme une pièce maîtresse de la contre-offensive régionale contre

l'Iran, dans l'espoir qu'Israël pourrait exécuter le sale boulot et remplir sa mission sans rencontrer trop de problèmes.

Exploitant sans vergogne, encore une fois, l'horrible souvenir du judéocide nazi — une exploitation qui a atteint de nouveaux sommets dans l'indécence à l'occasion de cette guerre — les dirigeants d'Israël ont cru qu'ils pourraient ainsi se mettre à l'abri des critiques de la part des puissances occidentales, alias « la communauté internationale ». Et bien que les ressources de cette exploitation diminuent infailliblement à chaque fois qu'Israël franchit un nouveau seuil dans la brutalité, elle reste efficace malgré tout : n'importe quel autre État qui aurait attaqué un pays voisin, en commettant délibérément des crimes de guerre concentrés dans le temps de la façon dont Israël fait actuellement au Liban aurait attiré sur lui des protestations d'une ampleur sans rapport avec les reproches fades ou timides adressés à Israël sur le thème qu'il en fait un peu trop.

Malgré tout cela, l'agression brutale d'Israël n'a pas réussi. Au contraire elle s'est déjà avérée être ce que Ze'ev Sternhell a décrit de façon euphémique comme la guerre « *la moins réussie* » d'Israël (5) en concluant sur ce constat amer :

*« Il est effroyable de penser que ceux qui ont décidé de s'embarquer dans cette guerre n'ont même pas imaginé ses résultats et ses conséquences destructrices dans presque tous les domaines possibles, ses dommages politiques et psychologiques, le coup grave porté à la crédibilité du gouvernement et, oui, le meurtre d'enfants en vain. Le cynisme dont font preuve les porte-parole officiels ou officieux du gouvernement, y compris quelques correspondants militaires, face au désastre enduré par les Libanais étonne même quelqu'un comme moi qui a depuis longtemps perdu ses illusions de jeunesse. »*

Loin de susciter une guerre civile entre les Libanais, l'agression brutale d'Israël a seulement réussi, jusqu'à présent, à les unir dans un ressentiment commun contre sa violence meurtrière. Loin d'obliger le Hezbollah à déposer les armes, elle a transformé l'organisation intégriste chiite en l'ennemi le plus prestigieux qu'Israël ait jamais eu depuis qu'il a battu l'Égypte en 1967, métamorphosant le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, en héros arabe le plus populaire depuis Nasser. Loin de faciliter les efforts de Washington et de ses alliés arabes visant à aggraver l'antagonisme entre sunnites et chiites, elle a poussé de nombreux prédicateurs sunnites éminents à proclamer ouvertement leur soutien au Hezbollah, y compris des prédicateurs de l'intérieur du royaume saoudien, l'humiliation absolue pour la famille régnante. Les Irakiens ont dénoncé unanimement l'agression israélienne, tandis que Moqtada al-Sadr, le plus grand ennemi de Washington et allié de Téhéran en Irak, saisisait cette occasion pour organiser une autre manifestation gigantesque, comparable par son ampleur à celle qu'il avait organisée contre l'occupation le 9 avril 2005.

Au moment de la rédaction de cet article, Washington essaye encore de gagner un peu plus de temps pour Israël en imposant des conditions inacceptables pour une résolution du Conseil de Sécurité appelant à un cessez-le-feu. Et les généraux israéliens, confrontés à l'échec total de leur campagne de bombardements « post-héroïque », sont engagés dans une course contre la montre afin de gagner, par une offensive terrestre « post-héroïque » dévastatrice, autant de territoire que possible au Liban sud au coût le plus bas possible en vies de soldats israéliens.

Mais le mieux qu'ils puissent espérer de façon réaliste est de remettre ce territoire à une force internationale acceptée par le Hezbollah. Jacques Chirac, lui-même, bien qu'il ait été le proche collaborateur de Washington sur la question du Liban depuis 2004, a souligné que l'accord du Hezbollah est une condition qui doit être remplie. Aucun pays au monde, certes, n'est disposé à essayer d'accomplir au Liban la mission qu'Israël même n'est pas en mesure de mener à terme. Et l'organisation chiite a déjà déclaré qu'elle n'accepterait aucune force militaire ayant un mandat

allant au-delà de celui de la Finul déjà existante, considérée par Israël comme une nuisance.

Quel que soit le résultat final de la guerre en cours au Liban, une chose est déjà claire : au lieu d'aider à renflouer le navire en perdition de l'empire américain, le canot de sauvetage israélien a aggravé son naufrage et est en train de couler avec lui.

## Notes

1. Mike Allen et Romesh Ratnesar, « The End of Cowboy Diplomacy », *Time*, 17 juillet 2006.
2. Stefan Halper et Jonathan Clarke, « Twilight of the Neocons », *Washington Monthly*, mars 2004.
3. Edward Luttwak, « A Post-Heroic Military Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 4, juillet/ août 1996.
4. J'ai décrit ce processus dans *Perilous Power*. Un extrait sur l'Irak en 2006 sera bientôt disponible sur Internet.
5. Ze'ev Sternhell, « The Most Unsuccessful War », *Haaretz*, 2 août 2006.

---

## P.-S.

\* Traduction de l'anglais par Valérie Letellier, révisée par l'auteur.

\* Gilbert Achcar est originaire du Liban et enseigne les sciences politiques à l'Université de Paris-VIII. Son livre le plus connu « Le choc des barbaries » est paru en édition de poche (10/18) en 2004. Un livre de ses dialogues avec Noam Chomsky sur le Moyen-Orient, « *Perilous Power* », édité par Stephen R. Shalom, paraîtra bientôt en traduction française aux éditions Fayard.